



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/39/370

S/16686

2 août 1984

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Trente-neuvième session
Point 31 de l'ordre du jour provisoire*
POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT
SUD-AFRICAIN

CONSEIL DE SECURITE
Trente-neuvième année

Lettre datée du 25 juillet 1984, adressée au Secrétaire général
par le Président du Comité spécial contre l'apartheid

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint, à l'attention de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, la déclaration adoptée par la Conférence régionale de l'Amérique du Nord pour la lutte contre l'apartheid, tenue à New York du 18 au 21 juin 1984.

Cette conférence a été organisée par le Comité spécial contre l'apartheid dans le cadre de son programme pour 1984.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document de l'Assemblée générale au titre du point 31 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité spécial
contre l'apartheid,

(Signé) J. N. GARBA

* A/39/150.

ANNEXE

Déclaration de la Conférence régionale de l'Amérique du Nord
pour la lutte contre l'apartheid

La Conférence régionale de l'Amérique du Nord pour la lutte contre l'apartheid a été organisée par le Comité spécial contre l'apartheid et s'est tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 18 au 21 juin 1984, sous la présidence du révérend William Howard, Jr.

De nombreuses personnalités publiques, des élus locaux et nationaux, des représentants des organisations non gouvernementales participant à la campagne contre l'apartheid et pour la libération de l'Afrique du Sud et de la Namibie étaient présents. Les Gouvernements du Canada et des Etats-Unis d'Amérique étaient représentés par des observateurs.

Au cours de la séance d'ouverture de la Conférence, des allocutions ont été prononcées par :

Son Excellence le Général de division J. N. Garba, Président du Comité spécial contre l'apartheid

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Son Excellence Monsieur Javier Pérez de Cuéllar

Le sénateur Edward M. Kennedy (Etats-Unis d'Amérique)

Son Excellence Monsieur Shridath Ramphal, Secrétaire général du Commonwealth

Monsieur Daniel M. Lisulo, S. C., M. C. C., Président du Comité politique et juridique du Comité central du Parti de l'Union nationale pour l'indépendance de la Zambie et représentant du Président de la Zambie,
Son Excellence Monsieur Kenneth D. Kaunda

Son Excellence le colonel Emeka Omerua, ministre de l'information, du développement social, de la jeunesse, des sports et de la culture du Nigéria et représentant du Chef de l'Etat nigérian, Son Excellence le Général de division Mohammed Buhari

Le révérend Jesse L. Jackson

M. Sam Nujoma, Président de la South West Africa People's Organization (SWAPO)

Des discours ont été prononcés lors de séances ultérieures par des représentants des organismes des Nations Unies, du mouvement des pays non alignés, de l'Organisation de l'unité africaine et de l'Organisation de l'unité syndicale africaine, ainsi que par M. Thomas Nkobi (African National Congress d'Afrique du Sud); M. Joseph Mkwanazi (Panaficanist Congress of Azania), M. Zehdi Labib Terzi (Organisation de libération de la Palestine); M. Andrew Young, maire d'Atlanta (Géorgie); Mme Angela Davis, co-présidente de la National Alliance against Racial

and Political Repression et M. Charles Yancey, conseiller municipal de Boston. Des déclarations ont également été faites par M. Imrann Moosa (Black Consciousness Movement); M. Howard Rawlings, membre de la législature du Maryland; M. Julian Runnie (People In Support of Azania); Mme Laura D. Blackburn (Institute for Mediation and Conflict Resolution) et d'autres personnalités et représentants d'organisations non gouvernementales du Canada et des Etats-Unis d'Amérique.

Tous les orateurs ont mis l'accent sur la situation critique en Afrique australe et l'importance pour les gouvernements et peuples du Canada et des Etats-Unis d'Amérique d'agir en faveur de l'élimination de l'apartheid et de la libération de la Namibie conformément aux résolutions pertinentes de l'ONU, comme le Programme d'action contre l'apartheid, où il est déclaré :

"L'apartheid en Afrique du Sud, qui est dénoncé par les Nations Unies depuis plus de 30 ans, est devenu une grave menace pour la paix et la sécurité internationales. Une action urgente, efficace et concertée de la communauté internationale est essentielle pour abolir ce système inhumain et permettre aux populations de l'Afrique du Sud d'instaurer une société démocratique dans laquelle tous les habitants du pays, sans distinction de race, de couleur ou de conviction, jouiront des droits de l'homme et des libertés fondamentales."

L'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine ont mis particulièrement l'accent sur la nécessité urgente de sanctions universelles et obligatoires contre le régime raciste d'Afrique du Sud et sur l'octroi de toute l'assistance nécessaire aux mouvements de libération nationale dans leur lutte légitime pour la liberté.

Le Président du Comité spécial contre l'apartheid a déclaré :

"La Conférence se réunit à un moment critique dans l'histoire de la lutte pour l'émancipation de l'Afrique.

L'apartheid, armé jusqu'aux dents, exerce un chantage sur les Etats africains indépendants, détenant le peuple namibien en otage et s'acharnant à priver la majorité africaine autochtone d'Afrique du Sud de sa citoyenneté.

Dans le même temps, les responsables de l'apartheid et leurs amis s'emploient de concert à tromper et à aveugler l'opinion publique mondiale et à la persuader que l'apartheid est devenu, comme par miracle, pacifique et souple, que le fauve perd ses marques distinctives et que la seule façon de traiter le mal est d'engager le dialogue avec ceux qui font le mal.

Le régime raciste de Pretoria s'est enhardi au point d'exiger qu'on le reconnaisse en tant que puissance régionale.

Le Comité spécial dénonce toute collaboration avec l'apartheid. Il réaffirme que tous les gouvernements et tous les peuples ont le devoir de réprimer et de punir l'apartheid, non de chercher des prétextes et des accommodements pour coexister avec lui. Il se félicite donc de l'indignation manifestée par l'opinion publique à l'occasion de la récente visite du Premier Ministre Botha en Europe occidentale.

Il est temps d'intensifier les efforts des gouvernements et des particuliers pour isoler le régime raciste et soutenir la lutte de libération nationale en Afrique du Sud et en Namibie."

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a souligné :

"Je suis convaincu que le Gouvernement et le peuple du Canada et des Etats-Unis d'Amérique peuvent apporter une contribution décisive à l'appui des efforts de l'Organisation des Nations Unies ... en raison de leur expérience historique et des valeurs qui leur sont chères."

Dessinant le cadre des actions à entreprendre contre l'apartheid, le Sénateur Edward Kennedy a rappelé la longue lutte héroïque du peuple d'Afrique du Sud pour la liberté et la justice.

De nombreux prisonniers politiques, a-t-il rappelé, entament maintenant leur troisième décennie de détention dans les prisons étouffantes du régime d'apartheid et huit années se sont écoulées depuis que les enfants de Soweto ont été assassinés.

Pourtant "rien n'a changé pour le peuple qui souffre et subit l'oppression de l'apartheid".

"Aucun gouvernement depuis l'Allemagne nazie n'a essayé de faire ce que l'Afrique du Sud fait aujourd'hui - utilisant la force militaire brute pour déraciner délibérément et systématiquement des millions de personnes, les arrachant à leur foyer ancestral pour les installer de force sur des terres inconnues et inhospitalières."

La réaction du Gouvernement des Etats-Unis à ces crimes, la politique d'engagement constructif a été "un échec total", a-t-il déclaré à la Conférence. Elle a eu "pour effet désastreux de conférer au régime d'apartheid un semblant de légitimité".

Demandaant l'adoption de mesures effectives pour contribuer à obtenir la liberté pour le peuple d'Afrique du Sud, il a poursuivi :

"Tout d'abord, il faut immédiatement rétablir les contrôles des exportations en vigueur au temps du Président Carter et supprimés par le Président Reagan.

Deuxièmement, il faut scrupuleusement appliquer l'embargo sur les armes décidé en 1977 par l'Organisation des Nations Unies - y compris les restrictions sur la vente de matériels 'à double usage' - et, à cette fin, créer une équipe spéciale au Département de la justice. Le vote de 1977 au Conseil de sécurité est la seule occasion où les Etats-Unis ont appuyé des sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud. Nous avons donc une obligation particulière à cet égard.

Troisièmement, il faut interdire tout nouveau prêt au Gouvernement sud-africain par les intérêts commerciaux des Etats-Unis et il faut contrôler strictement tous les nouveaux investissements et prêts accordés au secteur privé sud-africain. Je m'associe aux efforts de M. William Grey, membre du Congrès, et de tous ceux qui s'emploient à empêcher l'octroi de prêts à l'Afrique du Sud par l'intermédiaire du Fonds monétaire international.

Enfin, il faut imposer de lourdes amendes aux sociétés des Etats-Unis qui violent le Décret No 1 des Nations Unies, qui interdit l'exploitation des richesses minérales namibiennes par des intérêts étrangers jusqu'à ce que la Namibie ait accédé à l'indépendance et suspendre leurs autres licences de commerce international."

Le sénateur Kennedy a conclu en lançant un appel à tous ses compatriotes pour qu'ils oeuvrent à éliminer "le fléau du racisme d'Afrique du Sud".

"Aujourd'hui, en 1984, parlons d'une seule voix dans le monde entier. Elevons la voix et disons ensemble : 'l'apartheid doit disparaître!'"

Le révérend Jesse Jackson a déclaré à la Conférence que les Etats-Unis étaient "un partenaire officiel du régime raciste sud-africain". Il a déclaré :

"Dans le cadre de cette politique (d'engagement constructif), le gouvernement Reagan a autorisé le Fonds monétaire international à accorder des prêts à l'Afrique du Sud. Il a autorisé l'ouverture de nouveaux consulats sud-africains aux Etats-Unis; a renforcé les liens militaires avec le régime d'apartheid, et a notamment assuré la formation des gardes-côtes sud-africains; a encouragé les invasions militaires répétées de l'Afrique du Sud en Angola, en refusant de reconnaître la République populaire d'Angola; et, en règle générale, a créé un climat d'approbation officielle qui a fait des Etats-Unis le partenaire commercial numéro un de l'Afrique du Sud. Il ne faut pas oublier que l'afflux de capitaux étrangers en Afrique du Sud, en provenance des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'autres alliés, est indispensable à la croissance économique du régime d'apartheid et que la croissance économique est en Afrique du Sud, comme partout ailleurs, le fondement de la stabilité politique."

Demandant aux participants de faire en sorte que la Conférence marque une réorientation de l'opinion publique et du comportement des sociétés des Etats-Unis, le révérend Jackson a déclaré :

"La privation du droit électoral, qui touche aujourd'hui les masses sud-africaines, justifie que les entreprises des Etats-Unis cessent d'investir dans l'économie sud-africaine. Plus une seule société ne doit être autorisée à opérer en Afrique du Sud, et les quelque 350 sociétés qui y exercent déjà des activités doivent être forcées à se retirer de l'Afrique du Sud dans des délais très stricts... L'Association actuelle des Etats-Unis avec le système d'apartheid offense notre honneur national."*

* Plus de 30 sociétés canadiennes ont également des activités en Afrique du Sud.

"Ne vous adaptez pas à l'apartheid", a-t-il insisté auprès des participants, "résistez et rebellez-vous".

Mme Angela Davis a signalé, dans sa déclaration, les liens entre l'apartheid en Afrique du Sud et le racisme aux Etats-Unis.

"Le Gouvernement actuel accueille désormais ouvertement la dictature de l'apartheid comme un 'allié' et, ce faisant, non seulement manifeste son mépris pour le peuple sud-africain et namibien, pour le droit international et l'opinion mondiale mais également pour les 20 millions et plus de Noirs opprimés dans notre pays. Le racisme est indivisible. Approuver la forme de racisme la plus brutale qui existe à l'heure actuelle dans le monde, l'apartheid sud-africain, c'est accepter le racisme chez soi.

L''engagement constructif' c'est le refus par le gouvernement Reagan de reconnaître la légitimité de libération.

Les fruits de ce prétendu 'engagement constructif' se sont déjà révélés amers et sanglants. Enhardie par l'attitude de la Maison-Blanche et par son engagement à mettre fin à ce que le gouvernement Reagan lui-même a appelé son 'statut de putois' dans la communauté internationale, l'Afrique du Sud s'est engagée dans une voie meurtrière de terrorisme d'Etat contre tous ses voisins. Elle a bombardé de manière criminelle le Mozambique, le Botswana, la Zambie et le Lesotho."

Andrew Young, maire d'Atlanta, a déclaré :

"Mais la situation en Afrique australe s'est tellement dégradée que de simples actions contre l'apartheid, si importantes et efficaces soient-elles, ne suffiront pas à assurer la paix et la liberté d'une Namibie indépendante et des Etats de première ligne. Nous devons absolument comprendre que ces Etats démocratiques ont besoin de se développer et par conséquent de bénéficier d'investissements et de capitaux; c'est pourquoi les nations et les systèmes bancaires du monde entier devraient avoir pour objectif prioritaire de retirer leurs investissements d'Afrique du Sud.

Le problème se pose en ces termes : allons-nous investir dans l'avenir de la justice et de la démocratie ou continuer à investir dans la poursuite de l'injustice - l'apartheid, ou l'une quelconque de ses ramifications, plus subtiles et moins évidentes, qui risque d'apparaître à l'avenir?"

M. Charles C. Yancey a déclaré dans son allocution qu'il parrainerait une ordonnance demandant à la ville de Boston de retirer les fonds municipaux des institutions financières ayant des activités en Afrique du Sud.

"Nous estimons qu'aucun pays n'est libre s'il en reste même un seul sous domination étrangère. La libération de la Namibie et de l'Afrique du Sud est au coeur du nouveau combat des années 80. Ces deux pays seront libres avant la fin de cette décennie.

... Le Conseil municipal de Boston (Massachusetts) aura l'occasion de réaffirmer son souci des droits de l'homme et de la justice. Le moment est venu pour la ville de Boston, 'berceau de la liberté', de condamner publiquement le régime illégal, illégitime et inhumain de l'Afrique du Sud en votant l'arrêté de désengagement proposé."

La Conférence régionale de l'Amérique du Nord pour la lutte contre l'apartheid reconnaît que 1984 est une année d'élections présidentielles aux Etats-Unis et prend note que divers participants à la Conférence ont cherché à susciter un mouvement de soutien aux activités contre l'apartheid à l'occasion de l'élection présidentielle de 1984. La Conférence note, en outre, que plusieurs candidats à la présidence des Etats-Unis ont pris nettement position contre le régime d'apartheid sud-africain.

Nous inspirant des interprétations et analyses exposées par les mouvements de libération nationale et par des dirigeants d'Afrique et d'Amérique du Nord, et considérant les diverses recommandations des groupes de travail de la Conférence, nous, participants à la Conférence régionale de l'Amérique du Nord pour la lutte contre l'apartheid, venus de villes, de provinces et d'Etats de toutes les parties du Canada et des Etats-Unis d'Amérique et représentant des communautés et groupes très divers, avons fait nôtres les conclusions suivantes :

1. Le régime sud-africain intensifie la répression intérieure et mène à l'extérieur une campagne vigoureuse pour donner l'illusion qu'un changement est en cours en Afrique du Sud. Les nouveaux amendements constitutionnels ne sont qu'artifice visant à renforcer l'apartheid et à exclure totalement du pouvoir la majorité africaine. Le régime s'emploie dans le même temps tant à exclure la majorité noire, qu'à diviser le peuple opprimé d'Afrique du Sud. Les migrations forcées ont contraint des millions de personnes à abandonner leur foyer, les syndicats sont en butte à des attaques, la torture sévit et le système des bantoustans donne lieu à la mise en place d'"Etats" fantoches sur des fragments de territoires épars, dans lesquels se perpétuent la pauvreté et l'exploitation, et où la cellule familiale se trouve désintégrée de force.
2. La résistance contre la répression accrue s'intensifie dans les écoles et dans les églises, dans les usines et les fermes et dans toute l'Afrique du Sud.
3. Résolu à perpétuer sa domination, le régime d'apartheid a fait face à cette résistance en mettant en oeuvre une "stratégie totale" qui se traduit par la militarisation complète de l'Etat, le renforcement de l'armée et de la police, la militarisation intégrale de la société civile blanche, et le développement rapide d'un vaste arsenal militaire et nucléaire aux fins de la répression l'intérieur et de l'agression à l'extérieur.
4. Le régime raciste sud-africain ressent l'existence d'Etats limitrophes véritablement indépendants comme une menace pour la pérennité de l'apartheid. Déterminé à étendre sa domination sur l'ensemble à l'Afrique australe, il a lancé contre ces Etats des actes de sabotage brutaux, tant militaires qu'économiques, et des tentatives de déstabilisation habile en les attaquant directement ou par l'intermédiaire de "contras" - Mouvement de résistance du Mozambique (MMM), UNITA en Angola, SUPERZAPU au Zimbabwe et Lesotho Liberation Army (LLA) au Lesotho.

5. En Namibie, l'Afrique du Sud poursuit son occupation illégale et répressive, confortée par de longues années de collaboration politique, militaire et diplomatique de la part de l'Occident. Des entreprises occidentales continuent à exploiter les ressources namibiennes au mépris du Décret No 1 de l'Organisation des Nations Unies.

6. La politique "d'engagement constructif" du Gouvernement Reagan et l'appui continu qu'apportent au régime sud-africain le Canada et certains pays occidentaux sont largement responsables du maintien du système d'apartheid à l'intérieur de l'Afrique du Sud et de l'intensification des opérations sud-africaines de destruction à l'encontre des Etats voisins. En appuyant l'aspiration de l'Afrique du Sud à être reconnue comme une puissance régionale, et en entretenant avec elle des relations amicales, les Etats-Unis s'efforcent de légitimer le régime raciste et répressif de Pretoria ainsi que les guerres non déclarées que celui-ci livre aux Etats de première ligne et autres Etats voisins.

7. Les actions menées au Canada et aux Etats-Unis d'Amérique montrent qu'une partie de l'opinion exige qu'ils soit mis un terme à toutes les relations économiques, politiques et militaires avec l'Afrique du Sud. Au nombre de ces actions figurent :

a) L'adoption par les provinces, les Etats, les Etats fédérés et les autorités locales de législation visant à imposer le retrait de tous les investissements du pays de l'apartheid, à y interdire tout investissement futur et tout échange commercial avec celui-ci; l'adoption par les Etats-Unis d'une législation interdisant d'appuyer tout prêt du Fonds monétaire international à l'Afrique du Sud;

b) Les activités réalisées par les étudiants qui ont obligé diverses universités et établissements d'enseignement supérieur dans l'ensemble des Etats-Unis et du Canada à désinvestir;

c) L'appui matériel accru apporté aux mouvements de libération d'Afrique australe.

Le Comité spécial contre l'apartheid de l'Organisation des Nations Unies devrait approuver et soutenir les Semaines coordonnées de lutte contre l'apartheid prévues aux Etats-Unis et au Canada qui commenceront avec la commémoration du massacre de Sharpeville, le 21 mars 1985, et atteindront leur point culminant avec une manifestation nationale qui doit se tenir à Washington le 6 avril 1985.

8. La politique dite d'"engagement constructif" des Etats-Unis, qui prône une alliance stratégique avec l'Afrique du Sud, a préparé le terrain pour la réunion au sommet que les dirigeants d'Europe occidentale ont tenu récemment avec le premier ministre M. Botha. Il s'agit-là d'une tentative de légitimer le régime illégal d'Afrique du Sud et de lui permettre de rompre son isolement sur le plan international.

9. Pour faire obstacle à cette tentative et pour renforcer l'isolement du régime illégal, nous devons nous atteler immédiatement aux sept tâches énumérées ci-après :

a) Cesser de tolérer et de soutenir la politique d'apartheid car cette attitude perpétue l'oppression; à cet effet, il faut notamment mettre fin à tous les investissements en Afrique du Sud, appliquer intégralement l'embargo sur les armes et des sanctions économiques et culturelles globales contre le régime d'apartheid. La cessation des investissements u s'accompagner d'un retrait total des capitaux déjà investis. Nous ne reconnaissons aucune valeur aux principes Sullivan ni à tout autre principe énonçant les conditions dans lesquelles certains investissements sont jugés acceptables. La présence d'intérêts transnationaux en Afrique du Sud ne peut sous aucun prétexte être considérée comme une influence progressiste, ainsi que certains le prétendent. Tous les investissements favorisent le maintien de l'apartheid et leur retrait s'impose;

b) Renforcer la solidarité avec les mouvements de libération nationale et toutes les forces progressistes opposées à l'apartheid, susciter un appui accru en leur faveur et faire obstacle aux efforts déployés par des organes législatifs et milieux diplomatiques pour saper l'aide apportée aux mouvements de libération nationale;

c) Intensifier le soutien aux Etats de première ligne et Etats voisins, dont l'indépendance et le développement sont à présent menacés, en appelant l'attention de l'opinion publique sur la guerre menée par l'Afrique du Sud contre ces pays;

d) Exiger que l'indépendance de la Namibie soit promue efficacement, par la mise en application immédiate et inconditionnelle de la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité de l'ONU qui prévoit l'établissement d'un cessez-le-feu et l'organisation d'élections libres et justes sous la supervision et le contrôle de l'Organisation des Nations Unies. Déjouer les manoeuvres auxquelles les Etats-Unis et l'Afrique du Sud ont recours pour lier l'indépendance de la Namibie au retrait des troupes cubaines de l'Angola ou toute autre manoeuvre visant à tourner les décisions de l'ONU par l'imposition d'un règlement interne ou d'un prétendu règlement régional. Soutenir la lutte légitime que le peuple namibien mène sous la direction de la SWAPO en demandant l'imposition de sanctions immédiates forçant l'Afrique du Sud à mettre fin à son occupation illégale de la Namibie.

e) Condamner énergiquement le régime raciste illégal d'Afrique du Sud pour avoir procédé récemment à l'arrestation arbitraire de 37 dirigeants et partisans de la SWAPO et exiger qu'il lève immédiatement l'inculpation de ces patriotes et renonce sur le champ à son projet de les faire passer en jugement;

f) S'opposer par des efforts coordonnés à la campagne de propagande concertée que l'Afrique du Sud a entreprise aux Etats-Unis et au Canada afin de lutter contre le retrait des investissements et d'autres mesures anti-apartheid en faisant croire qu'il est mis fin à l'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie;

g) Comme les Jeux olympiques se tiendront aux Etats-Unis cette année, demander au Comité international olympique et au Comité olympique de Los Angeles de faire en sorte que l'Afrique du Sud ne soit pas réadmise au sein du mouvement olympique international avant l'élimination totale de l'apartheid.

10. Nous demandons l'organisation d'une campagne d'information active pour combattre l'idée selon laquelle le gouvernement Reagan a remporté un succès important en matière de politique étrangère par sa politique dite d'"engagement constructif". Cette campagne devrait mettre l'accent sur la collusion des Etats-Unis avec le régime sud-africain aux fins de la propagation de l'apartheid en tant que politique étrangère ainsi qu'en témoignent des accords comme celui de Nkomati. Elle devrait souligner qu'aux yeux du Gouvernement sud-africain et du Gouvernement des Etats-Unis, la possibilité d'être considérés comme les pacificateurs de l'Afrique australe, l'année des élections présidentielles est un bon instrument de propagande; et faire connaître l'effet que la politique étrangère des Etats-Unis et de l'Afrique du Sud a eu sur l'évolution récente de la situation en Afrique australe ainsi que le résultat de cette politique, à savoir la "paix par la contrainte" symbolisée par des accords comme celui de Nkomati. Ce genre d'accords n'est généralement signé que sous la pression d'actes barbares d'agression intensive perpétrés par les forces armées du Gouvernement d'apartheid sud-africain.

11. Nous reconnaissons et soulignons que les seuls changements significatifs qui peuvent intervenir en Afrique du Sud seront des changements fondamentaux de structure c'est-à-dire le démantèlement des institutions et de l'appareil du régime d'apartheid. Tous les efforts déployés doivent être évalués en fonction de ce critère. Un changement moins radical n'aboutira qu'à une reformulation et au maintien de l'apartheid.

12. La violence en Afrique du Sud est une émanation du régime d'apartheid et non pas des hommes et des femmes qui luttent pour éliminer un système cruel d'oppression raciste. Leur lutte est légitime et mérite d'être appuyée pleinement par la communauté internationale.

Nous sommes convaincus qu'en isolant le régime d'apartheid et en le privant de la collaboration internationale dont il bénéficie, nous pouvons contribuer à hâter l'arrivée du jour où la population d'Afrique australe connaîtra la paix et la liberté. A notre retour dans nos communautés de l'Amérique du Nord, nous mobiliserons des millions de nos concitoyens pour qu'ils participent à cette tâche essentielle.

